

Dans ses manifestations contemporaines, le racisme est un révélateur de crise particulièrement préoccupant. Le renouvellement d'un antiracisme militant, riche de ses valeurs humanistes, est en même temps le signe des potentialités qui mûrissent dans le contexte politique présent.

Comment développer un combat antiraciste efficace, solidaire, au quotidien, porteur de cet espoir d'avenir qui donne sens et vie aux actes individuels et aux combats collectifs ? Comment faire prévaloir, contre toutes les dérives de haine et d'exclusion, grosses des pires régressions de civilisation, les réponses progressistes capables de liserer les chances d'une société humaine et fraternelle ? Le P.C.F. souhaite contribuer à l'élaboration de ces réponses, aux débats et aux actions qu'elles appellent dans la crise politique présente.

Cette crise se manifeste à travers une succession rapide d'événements qui attestent de la portée des évolutions en gestation.

L'année 1992 s'était ouverte en France par une manifestation d'ampleur et de contenu inédits contre le racisme. Après des mois de discussions passionnées et passionnantes sur le traité de Maastricht, le débat politique prend une qualité nouvelle. Un lien commence à se nouer entre les problèmes du quotidien et le contenu des choix nationaux et européens. La question des solidarités nouvelles à construire sur le terrain rejoint les grandes interrogations sur la nécessité d'autres rapports entre les hommes et les peuples, en Europe et dans le monde.

L'inquiétant développement de ce que l'on commence à appeler l'« euro-racisme » est un puissant signal d'alarme. Signe positif des évolutions en cours, une « euro-solidarité » antiraciste est en voie de constitution.

Comment contrer efficacement les périls d'une nouvelle montée en puissance des idées rétrogrades ? Comment déployer un antiracisme à la mesure des risques et développer les chances d'une alternative progressiste et généreuse accordée aux exigences de notre époque ? Né dans le rejet des barbaries de la première guerre mondiale, le P.C.F. est aujourd'hui porteur d'un projet renouvelé d'émancipation humaine. Il se propose d'engager avec tous ceux qui ont l'antiracisme au cœur un large échange de vues, favorisé par le respect de l'autre qui se construit dans l'action, dans un engagement humaniste Commun.

C'est le but de ce texte. Il est conçu dans cet esprit. Il s'attache à mettre en évidence les conceptions qui sous-tendent la démarche que les communistes se proposent de déployer. Il n'a donc pas pour objet de reprendre les diverses propositions détaillées dans le programme du P.C.F. dont chacune des dispositions est d'un apport effectif au combat pour la promotion des hommes et donc, d'une manière ou d'une autre, au combat antiraciste. Il ne prétend pas non plus appréhender toutes les dimensions du racisme, dans la complexité historique de la construction des rapports sociaux, des mentalités et des identités personnelles. Il aborde la question du combat antiraciste à parer des responsabilités d'une part politique, le P.C.F. NI plus ni moins. Mais avec l'approche de la politique qui est aujourd'hui celle du P C F , dans une perspective d'émancipation humaine. Ce texte du Bureau politique du P C F Invite donc au débat. Il s'enrichira des réflexions et échanges qu'il sollicite.

Une grande cause sociale, un enjeu politique.

1. La montée du racisme : un révélateur, un signal d'alarme.

Un constat s'impose, la gravité de l'extension des comportements sociaux que recouvre la notion communément admise de racisme. La banalisation relative des attitudes racistes en favorise le développement, lui-même facteur de nouvelles banalisations.

L'évolution de la situation en France préoccupe d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un contexte européen marqué par le retour en force de convulsions régressives que l'on pensait enfouies dans les profondeurs d'une histoire dépassée. Sous le signe sinistre de la "purification ethnique",

l'horreur est maintenant a son comble dans l'ex-Yougoslavie. Les tensions et les guerres nationalistes se multiplient dans l'Est européen. Loin d'être des îlots de prospérité qu'il faudrait mettre à l'abri des turbulences du monde, les sociétés de l'Ouest sont déchirées par une crise dont la profondeur vient de se manifester par l'apparition de véritables "jacqueries urbaines". Les violences contre les étrangers et les manifestations d'antisémitisme qui se développent actuellement en Allemagne préoccupent à juste titre les esprits. Et dans un Sud écrasé par le sous-développement, la fermentation des intégrismes contredit les aspirations émancipatrices dont la libération de Mandela restera le récent symbole.

La question du racisme conduit au cœur des problèmes de notre époque quelles mutations, quels impératifs nouveaux, quelles repenses données par les milieux dirigeants quelles perspectives pour l'humanité, pour la France, pour l'Europe ?

La montée du racisme est un révélateur sensible des contradictions de notre temps Comment comprendre ce contresens de l'histoire ? Jamais les hommes n'ont en effet disposé d'autant de moyens pour prendre la mesure de leur commune humanité.

Les communications devraient mettre chacun à la portée de tous et les échanges inciter à la connaissance de l'autre, dans la richesse du contact des cultures. Les découvertes de la science et les inventions de l'art se conjuguent pour prouver l'inanité des discours fondant les rapports de domination sur une prétendue infériorité originelle, une inégalité "biologique"

La belle utopie qui a fécondé depuis des siècles le combat pour l'égalité en droit et dignité de tout le genre humain trouve aujourd'hui des fondements concrets dans les fantastiques potentialités de notre époque. Les sciences et les technologies en révolution changent les horizons humains. Les nouveaux outillages matériels et symboliques qui bouleversent les relations des hommes à la nature et entre eux mettent en évidence l'exigence d'un rôle nouveau et décisif de l'information, de la formation, de l'intervention créative et responsable de chacun dans l'acte producteur comme dans la vie sociale. L'entreprise fabuleuse de cartographie du génome humain se fonde sur une découverte décisive chaque individu est tout à la fois unique et porteur d'universel. L'idéal démocratique s'enrichit de ces nouveaux fondements, l'idée auto-gestionnaire s'y enracine.

La perpétuation des rapports de domination, d'asservissement et d'exploitation contredit comme jamais l'aspiration à de nouvelles relations humaines, libres, dignes et solidaires. Elle creuse la division des êtres humains dont le racisme se nourrit.

Les comportements racistes enfoncent leurs racines dans un terreau complexe où prennent corps toutes les sources de l'imaginaire et de la sensibilité, où se forment les idées et les opinions dans l'entrecroisement des contradictions sociales, des histoires singulières, des expériences collectives, des représentations de soi, du sens de l'époque et de la vie.

Dans des conditions historiques absolument inédites, les questions qui taraudent nos sociétés contemporaines interdisent tous les simplismes. Le phénomène social du racisme exprime dans leurs contradictions toutes les complexités humaines aujourd'hui.

L'échec à l'Est de l'entreprise historique qui a figuré puis défiguré à travers le XXème siècle l'idéal du socialisme donne aujourd'hui aux milieux dirigeants du capitalisme de nouvelles ambitions. Ils déploient des efforts renouvelés pour adapter et mieux perpétuer leur système de domination, a contrario des exigences et des aspirations qui appellent en tous domaines une véritable mutation des rapports humains. L'ambition des privilégiés de toujours s'est aujourd'hui élargie aux dimensions de la planète, au gré des localisations et délocalisations de capitaux. Les multinationales enserrent l'humanité dans leurs réseaux financiers, au prix du saccage des potentiels propres des peuples, des cultures et des civilisations. Le déracinement des hommes et le transfert massif des ressources accumulent les richesses à un pôle, tandis que grandissent partout les misères et les frustrations. Loin de s'unifier dans la disparition des blocs, l'humanité voit s'élargir de nouvelles fractures.

Les grandes évolutions de notre époque rendent plus sensible la portée des aspirations à la justice, à la démocratie, à la construction de nouveaux rapports humains solidaires et pacifiques. Elles recèlent les contradictions qu'oppose à ces aspirations le maintien des rapports de domination et d'exploitation, dans l'impitoyable course au profit financier qui creuse les inégalités, divise les hommes et déchire les peuples.

Les progrès des sciences et des techniques font percevoir les chances d'une libération des potentialités humaines, mais aussi les risques d'un nouvel âge des dominations sous l'égide des forces capitalistes dominantes. A l'exigence profonde de nouveaux progrès dans la coopération des hommes et des peuples répond en effet aujourd'hui le cynisme dominateur d'un "libéralisme" qui se redéploie pour organiser la domination du plus fort.

Les pistes de l'avenir semblent s'être brouillées, les repères effacés, les perspectives opacifiées. La perte de sens de l'avenir réveille les vieilles représentations du passé, l'obscurantisme.

Les idées rétrogrades remontent à la surface quand l'alternative semble hors de portée. Les vieux antagonismes et les frustrations impuissantes se cristallisent en peur de l'autre, en racisme. Les milieux dirigeants exploitent ces dérives pour élargir leurs assises, au risque des pires régressions.

Le développement d'un "euroracisme" est à cet égard particulièrement préoccupant, dans l'un des espaces humains les plus développés du monde. La construction européenne ne saurait être un rempart contre le retour des vieux démons du nationalisme si elle élève les nouveaux murs d'une domination capitaliste intégrée contre les hommes déchirés par les effets de cette domination. Dans les conditions à tous égards incertaines de cette fin de siècle, le "ventre" de toutes les "bêtes immondes" serait toujours fécond en Europe s'il ne s'y levaient de puissantes forces de contestation ouvrant, contre l'égoïsme des grands possédants, le nouvel horizon de la mise en mouvement des peuples.

A l'opposé de tous ceux qui divisent et mutilent les hommes en osant présenter la guerre économique qui les oppose comme la voie unique de l'efficacité et du progrès, nombreux sont désormais ceux qui cherchent comment faire prévaloir des rapports justes et solidaires: entre individus égaux en dignité et en droits, entre nations indépendantes et coopérantes dans une nouvelle construction européenne entre peuples tissant les liens d'un nouvel ordre international. Le combat antiraciste est partie intégrante de cet humanisme concret. Il est particulièrement nécessaire dans le contexte français actuel.

2 L'enjeu français.

Les enquêtes d'opinion confirment la perception du danger raciste dans notre pays. 52 % des Français estiment qu' "une lutte rigoureuse contre le racisme est nécessaire en France » et 19 % y accordent une "importance extrême". Ils ont raison.

Le dernier rapport annuel de la "Commission nationale consultative des droits de l'homme" publié en application de la loi Gayssot "tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe" précise l'ampleur des manifestations du racisme ordinaire en France.

Révéléateur de toutes les déchirures humaines de la crise, le racisme est un germe actif de décomposition du tissu social. Le combat antiraciste est, en retour, un puissant levier de mobilisation des forces et des énergies. Il peut constituer, dans sa généreuse authenticité, un obstacle efficace aux stratégies politiciennes de "recomposition" qui enfonceraient plus encore la société dans les mêmes ornières.

Mesurons bien ce qui est en cause. Bien des idées qui sont aujourd'hui patrimoine de toute l'humanité ont pris racine dans l'exceptionnel mouvement révolutionnaire qui a libéré le pays de l'ordre monarchique et féodal et créé la nation et la citoyenneté dans l'affirmation de la souveraineté populaire.

La France des années 90 voit ses meilleurs atouts nationaux, acquis durant des décennies de luttes démocratiques, mis en cause par les choix stratégiques de l'oligarchie dominante. Le seuil des trois millions de chômeur est atteint. Les espaces urbains se brisent sous le poids cumulé de toutes les carences. L'angoisse des lendemains précaires atteint l'insupportable pour des millions de familles. La marginalité devient, paradoxe cruel, un phénomène de masse. Les notions de service public, de garanties et solidarités collectives, de protection sociale, d'autonomie communale sont récusées comme autant d'archaïsmes au nom d'une pseudo-modernité qui valorise le chacun pour soi des "gagneurs" et identifie la rentabilité financière et l'utilité sociale.

Conduite par un gouvernement qui se réclame de la gauche, cette politique de droite brouille tout un patrimoine de valeur qui avait structuré dans la durée les ressorts progressistes de la nation française contre une bourgeoisie colonialiste, rentière, conservatrice de tous les privilèges. La souveraineté nationale est elle-même mise en cause, au moment où les traumatismes des dégâts sociaux se multiplient.

Les digues protectrices contre les dérives régressives et racistes s'en trouvent profondément fragilisées. En travaillant à élargir les brèches, le Front national réactive le vieux fonds nationaliste hérité du passé colonisateur, en le retournant en thématique de défense d'une identité française menacée de submersion par l'immigration.

En prise directe sur toutes les angoisses et les réflexes de peur, les pertes de repères et les déracinements, le parti de Le Pen structure et organise une idéologie d'extrême-droite grosse de tous les racismes qu'il légitime en remodelant l'expression. Au-delà de ses scores électoraux, les idées sommaires qu'il répand sous couvert de résoudre les problèmes de l'insécurité et de l'immigration rencontrent des échos plus ou moins nets dans des sphères plus larges de l'opinion. Il détourne le thème du "droit à la différence" en réflexe de défense d'une "patrie" menacée. Il polarise ainsi vers la recherche d'un "bouc émissaire" les frustrations et les colères qui s'accumulent. Il devient caisse de résonance des pires réactions xénophobes. Il casse les solidarités de luttes potentielles, détournant les esprits de la contestation des choix stratégiques essentiels qui engendrent les politiques d'austérité.

Le Pen est ainsi devenu à la fois un ferment de recomposition politique et une pièce dans un dispositif de recomposition visant à exclure toute alternative novatrice à gauche. Il est en permanence mis en avant, utilisé et jaloué à cette fin. Mais le piège tendu aux forces progressistes est désormais mieux perçu par une opinion plus soucieuse de ne pas isoler le combat contre le Front national de l'action et du débat sur la recherche de solutions effectives aux problèmes sociaux et humains qui se cumulent dans notre société en crise.

Il est indispensable de bien apprécier à cet égard la portée des évolutions en cours. Déjà, la manifestation du 25 janvier dernier avait mis en échec les tentatives de confusion du combat antiraciste et du combat anti-Le Pen, en mettant en évidence l'action nécessaire contre toutes les ségrégations sociales. Contre les thèmes-repoussoir de l'extrême droite, largement mis en avant au début de la campagne référendaire, ce sont les questions de fond du devenir national qui se sont progressivement imposées au fur et à mesure du développement du débat politique dans le pays.

Ce débat prend maintenant une dimension nouvelle, dans la recherche d'une nouvelle alternative. Le combat antiraciste est porteur d'aspirations fortes, partagées par tous ceux qui cherchent à ouvrir de nouveaux espaces d'espoir et de propres. Il met en évidence des problèmes particulièrement sensibles, comme ceux de l'exclusion, de l'immigration, de la citoyenneté ce sera l'objet de la seconde partie de ce texte.

Exclusions, immigration, citoyenneté : antiracisme et démocratie.

Nous insisterons ici sur trois problèmes qui ont particulièrement polarisé dans la dernière période les discussions dans les milieux antiracistes, celui du contenu des "exclusions", celui des rapports du racisme et de l'immigration, celui de "l'intégration" et de la citoyenneté. Ce choix n'est évidemment pas exhaustif si l'on songe, par exemple, à l'importance des questions de l'école ou de la responsabilité des médias. Mais il incite à approfondir des problèmes qui, dans leurs multiples dimensions, sont au centre de ce qui est en jeu pour ouvrir une issue politique par et pour la construction de nouvelles solidarités humaines.

L'action, les travaux et réflexions des militants et chercheurs antiracistes sont à cet égard d'un irremplaçable apport. L'expérience et la sensibilité de chacun, dans la diversité des approches, est indispensable pour mieux saisir les évolutions dans leur complexité et pour une action bien en prise sur l'événement, efficace pour avancer.

1. L'exclusion : sous-produit de la " modernité " ou conséquence d'une politique de classe ?

Quand, à la fin des années 70, le P C F lança un premier cri d'alarme et dénonça l'apparition d'une "misère moderne", d'aucuns fustigeaient son "misérabilisme" aveugle aux mutations de la société. En ce début des années 90, le poids des "exclusions" dans le devenir de la société est si lourd de conséquences multiples que nul ne le conteste plus. Aucune question nationale ou sociale, politique ou culturelle ne peut être évoquée sans référence à cette réalité. C'est particulièrement évident quand on examine l'évolution des comportements racistes, mais comment parler de formation ou de santé, de culture ou de politique de la ville sans évoquer ces millions d'exclus ? Et comment ne pas relier cette extension de la grande pauvreté et de la ségrégation urbaine au développement d'un chômage structurel dont la croissance continue rend de plus en plus insupportable les discours lénifiants et mensongers sur "la bonne santé" de l'économie française ?

Le racisme ne se réduit pas à ces racines sociales, et ses causes sont, on l'a évoqué, autrement complexes. Mais quand une société ploie sous le nombre des exclus de l'emploi, du logement, de l'école, quand tous les handicaps se cumulent pour des millions de gens et que des millions d'autres redoutent de plonger dans l'insécurité, comment ne pas s'expliquer plus au fond sur les causes de ces exclusions elles-mêmes ? Le terme même d'"exclusion" ne masque-t-il pas le processus d'une véritable marginalisation de masse, quand le plus grand nombre des salants perçoit le risque de venir grossir le nombre des exclus de demain, quand la précarité tend à devenir la norme et quand les droits et garanties collectives sont sapés sous pré- texte de flexibilité ?

Nous nous opposons ici, de façon claire et nette, au consensus qui soude, par-delà les divergences politiques, l'accord de fond de tous ceux qui entendent pérenniser l'ordre capitaliste existant. Les finalités qui sous-tendent les choix stratégiques des milieux d'affaires sont présentées comme la condition sine qua non, indépassable et incontestable, de l'efficacité économique. L'alternative politique se réduirait à la définition du seuil humainement nécessaire d'un accompagnement "social" permettant de panser les plaies de la modernité sans tomber dans les impasses de l'économie assistée ou administrée. On ose ainsi ériger le RMI en symbole d'une conquête de gauche alors qu'il est utilisé aujourd'hui non pas comme vecteur d'insertion mais comme facteur d'enterrement dans la marginalité. Ce détournement de sens va de pair avec la valorisation d'une société où les "gagneurs" n'oublieraient pas qu'ils ont un cœur. Le discours dominant se fait justificatif et moralisateur : champ libre au capital financier et appel à la solidarité "humanitaire" des salariés "nantis" d'un emploi et de protections sociales diverses. Ce serait l'égoïsme de ces derniers qui creuserait le fossé des exclusions ! Leurs revendications propres ne seraient que corporatisme conservateur, face aux grands défis de la pauvreté, celle des banlieues

d'ici comme de ce Sud dont les images effrayantes hantent les consciences.

De vastes campagnes idéologique? se construisent autour des nouveaux impératifs "humanitaires" spéculant sur la générosité de tous ceux qui se révoltent contre les injustices qui se creusent et les misères qui submergent la plus grande part des êtres humains. Kouchner relaie maintenant Tapie dans l'omniprésence médiatique. La belle idée de "partage » est récupérée pour tenter de faire prévaloir un "partage du travail" et des revenus du travail qui laisserait hors d'atteinte le gigantesque gaspillage des ressources dans la course folle à l'accumulation financière. Les idéologies de "l'humanitaire" dénoncent volontiers le corporatisme archaïque de ceux qui entendent défendre leur emploi, leur pouvoir d'achat, leurs droits acquis, leurs conditions d'existence. Ils contestent le bien-fondé et le réalisme de leurs aspirations. ils brouillent ainsi les pistes d'une solidarité agissante entre tous ceux qui, à des titres et sous des formes diverses subissent les conséquences de politiques asservies aux grands intérêts financiers.

En portant l'éclairage sur la racine commune des processus d'exploitation et d'exclusion, sur les mécanismes impitoyables et de plus en plus parasites de la course à l'accumulation financière et des politiques d'austérité qui les accompagnent, les communistes proposent la voie d'une solidarité de lutte entre les exclus, les précaires, les exploités, tous les salariés.

De l'ingénieur frustré dans ses motivations professionnelles au jeune "précaire", du chômeur en fin de droit à l'immigré déraciné, du sans-logis au salarié au pouvoir d'achat amoindri, du paysan à l'infirmière, tous ont leur raison et leur motivation propre de lutte. Tous souffrent à des degrés divers des choix économiques et politiques décidés selon des finalités qui leur sont totalement étrangères et semblent opaques.

Loin de s'opposer, l'expression propre des aspirations et revendications spécifiques de chacun conditionne la construction de solidarités effectives.

En accordant une attention prioritaire à la création d'emplois, en contestant radicalement les finalités financières qui sont celles du capital en proposant, par exemple, d ouvrir un grand débat national sur l'usage des fonds publics et des millions aujourd'hui engloutis dans la course aux profits au détriment de l'emploi utile, les communistes apportent un concours original au combat antiraciste, sur le terrain, très largement perçu aujourd'hui comme décisif : la lutte contre le cumul de toutes les exclusions.

Leur engagement antiraciste va de pair avec leur engagement de classe contre la perpétuation anachronique de rapports sociaux d'exploitation. Ces derniers engendrent, sur une échelle désormais effrayante à l'échelle planétaire comme dans notre pays, les inégalités et les exclusions. Les communistes ont ainsi à cœur de contribuer à faire prévaloir de nouvelles solidarités humaines, la ou les rapports de domination capitalistes multiplient les antagonismes et les divisions.

Comment, en effet, "intégrer" les exclus dans une société qui se désintègre sous l'effet de stratégies capitalistes qui tranchent dans le tissu social avec la lame de la rentabilité financière ? Comment promouvoir les individus dans le travail, la ville et la vie quand le chômage et la ségrégation urbaine bornent le quotidien ? Comment faire prévaloir l'égalité des droits quand la prévarication qui se généralise sape les garanties collectives, accélère la mise en place d'une société à plusieurs "vitesses", écrase les plus faibles ? En contestant sur le fond une politique asservie aux normes du capital, en se portant à la rencontre de toutes les catégories de salariés atteintes dans leurs conditions de vie et d'existence, dans l'extrême diversité des situations et des motivations, les communistes font apparaître comment les uns et les autres pâtissent d'une même politique. Les milieux dirigeants parlent abondamment d' "intégration sociale". Mais ils le font en opposant les "exclus" aux "privilegiés" de l'emploi ou du salaire. Ils suscitent ainsi des attitudes de division, au risque de favoriser des comportements racistes.

Les communistes mettent en évidence le bien-fondé des préoccupations et revendications des

salariés comme des chômeurs, et la nécessaire préservation des garanties et droits conquis de haute lutte. Défendre les sans-droits, lutter contre toutes les formes de précarité et combattre pour les légitimes aspirations de tous les salariés participe d'une même démarche : tisser des solidarités nouvelles dans la contestation d'une politique qui élargit les inégalités en privilégiant l'accumulation financière contre le développement des hommes. C'est dans cet esprit qu'ils contribuent à l'action solidaire des Français et des immigrés .

2. Le combat antiraciste et la question de l'immigration.

Le problème historique soulevé par les flux migratoires qui s'intensifient dans notre monde en plein bouleversement est sans aucun précédent à cette échelle. De tout temps les hommes se sont mis en mouvement et les migrations ont contribué à l'essor des civilisations, en élargissant les horizons, en favorisant les échanges dans la stimulation des contacts. Mais aujourd'hui ce n'est pas un libre choix qui conduit des centaines de millions d'hommes sur les chemins de l'émigration. C'est un terrible exode, révélateur des contradictions qui déchirent l'humanité sous l'ordre dominant des puissances d'argent.

A notre époque d'accélération foudroyante de tous les moyens de se déplacer et de communiquer, l'aspiration des hommes à la libre circulation est devenue une grande exigence démocratique qui monte de tous les continents. Ce libre choix suppose de pouvoir vivre dans son propre pays, là où s'enracinent la personnalité, la culture de chacun. Or, pour des centaines de millions d'hommes, l'exode est une question de survie.

L'émigration révèle toutes les misères du monde. Pour une minorité qui choisit de quitter son pays d'origine pour valoriser ses compétences, le départ peut sembler une solution. Mais pour l'immense majorité, les migrations sont imposées par le rouleau compresseur d'une pseudo-modernité qui se retourne contre les hommes, "délocalisés" par millions comme des stocks de matière première brute à exploiter.

L'émigration est devenue un problème crucial pour les pays de départ qui se dévitalisent. Et l'immigration en est un pour les pays d'accueil, eux-mêmes déchirés par la crise et le chômage.

L'ampleur des exodes contemporains met en évidence d'une manière criante l'urgence de l'élaboration d'un nouvel ordre mondial, construit par et pour les peuples dans le dynamisme de leur solidarité de lutte contre les prédateurs financiers qui les pillent et les enfonce dans les drames humains du chômage, du sous-développement, du déracinement.

En cette année où l'on débat des implications de la "découverte" de l'Amérique voici cinq siècles, comment ne pas évoquer la traite des Noirs ? Inexorablement destructeur et civilisateur, le capitalisme naissant a imposé ses normes aux rapports des Amériques, de l'Afrique, de l'Europe. Plus proches de nous, les traumatismes des grandes guerres mondiales puis les chocs de l'écroulement des empires coloniaux ont déjà, en ce XXe siècle de tous les paroxysmes, coupé des populations entières de leurs racines.

Au seuil du troisième millénaire, les grandes percées des sciences et des technologies rendraient possible la victoire historique des hommes contre ces fléaux d'un autre âge que sont la misère, la famine, l'ignorance. Cet impératif humaniste devrait permettre à tous les pays de développer leurs atouts en assurant la vie de leur peuple et en apportant à la communauté des hommes la riche originalité de leur patrimoine propre.

Mais sous l'égide des milieux dirigeants du monde occidental, ce sont les normes du profit financier qui priment. Aux malheurs séculaires des guerres s'ajoutent désormais à l'échelle planétaire ceux d'un autre type de guerre tout aussi implacable, la guerre économique. Le F.M.I. est devenu le triste symbole d'un remodelage des nations et des peuples sous l'emprise d'un immoralisme que l'on qualifie à juste titre de "sauvage". L'Afrique qui nous est si proche par l'histoire plus encore que par la géographie est en état d'urgence absolue. L'Amérique Latine

s'enfonce. L'Est européen subit de plein fouet les ravages d'un capitalisme sans frein.

Aucun mur ne pourra enfermer les hommes dans des contrées-mouroirs.

Pour contenir le désespoir des peuples et prévenir les révoltes potentiellement explosives des temps à venir, les dirigeants du monde occidental redéployent de manière concertée les dispositifs d'un "ordre mondial" qui est celui de leur domination. Après le choc de la guerre du Golfe, c'est le sens des dispositions militaires du traité de Maastricht adossé explicitement à l'O.T.A.N. Sous couvert de "contrôle des flux migratoires" les accords de Schengen tendent à dessaisir les nations de leur souveraineté pour "policer" les frontières au mieux des intérêts dominants. Sous prétexte de maîtrise de l'immigration monte maintenant l'idée d'ériger des "quotas".

L' "euro-racisme" se nourrit ainsi de la conception d'une construction européenne, un prétendu espace de prospérité qui ne serait ouvert que pour les mouvements de capitaux tandis que se dresseront de nouvelles barrières contre les hommes.

De nouvelles ségrégations se verraient institutionnalisées, aggravant encore la mise en concurrence des hommes, leur ségrégation de fait en un nouveau type d'apartheid à l'échelle des continents. Les comportements racistes s'en trouveraient dangereusement légitimés.

La question de l'intégration cristallise ainsi toutes les contradictions qui opposent à l'ordre capitaliste dominant le monde les intérêts et aspirations solidaires des peuples du Sud, du Nord et de l'Est. Elle exprime de manière particulièrement sensible, à travers toutes les tensions du mal-vivre quotidien, l'impérieuse nécessité humaine et politique d'un combat social qui ouvre de nouveaux horizons.

C'est le même refus de l'inacceptable condition humaine d'aujourd'hui qui nourrit l'effort des communistes français pour faire reculer les ségrégations qui se creusent. Et pour contribuer à faire concrètement avancer, dans les luttes et les idées, des solidarités nouvelles. Car le nouveau projet politique auquel ils travaillent pour la France est en même temps, dans sa cohérence profonde, une contribution à la construction d'un nouveau projet européen et d'un nouvel ordre mondial.

Certains s'inquiètent de la place que tient désormais dans les affrontements politiques nationaux la question de l'immigration. Ils redoutent qu'en évoquant l'idée même d'un "problème" à ce propos, l'on ne se situe sur un terrain miné par le discours d'un Le Pen en contribuant, en conséquence, à banaliser ce dernier.

C'est en réalité le silence qui laisserait le champ libre à la dangereuse démagogie raciste.

Quand un problème exprime tant de contradictions, la seule façon de faire pièce aux dérives simplificatrices est d'aborder franchement, avec tous, toutes ses contradictions, pour progresser ensemble dans la recherche de réponses positives.

Pour éviter que l'on ne dérape de la perception du "problème" de l'immigration à la perversion raciste qui transforme l'immigré en bouc émissaire de tous les maux sociaux, certains s'interrogent. Ils pensent prendre l'offensive en affirmant que l'immigration est "une chance" pour la France, un révélateur de crise susceptible de re-mobiliser les forces progressistes, un levier dans la construction d'un nouveau mouvement social, voire le ferment d'une nouvelle politique. Ce serait escamoter, à contresens des réalités vécues, une contradiction qu'il faut saisir lucidement pour créer les conditions de son dépassement.

Contre les propos xénophobes qui véhiculent une conception rétrograde de la "patrie" mise en danger par les métissages venus d'ailleurs, il est évidemment indispensable de rappeler comment la France s'est enrichie au cours des siècles, dans le façonnement de son exceptionnel patrimoine national, de l'apport des étrangers venus y vivre, y travailler, y créer.

Mais dans la crise présente, le patronat utilise le poids croissant des pressions migratoires pour mieux exploiter et diviser les êtres humains. Il évoque les quotas pour mieux choisir, au gré de ses

intérêts, les forces corvéables. Il tourne la législation pour importer, par des filières clandestines, une main-d'œuvre démunie de tout. Il tire partie de toutes les misères, au mépris des droits et des lois, comptant sur la perpétuation d'une honteuse impunité de fait ?

L'immigration porte à leur paroxysme les tensions, les angoisses, les douleurs qu'engendrent les stratégies d'exploitation et les politiques d'austérité.

Terre d'immigration, au carrefour du Sud et du Nord, aux portes de l'Est, la France est directement et particulièrement concernée par le problème crucial de la montée des flux migratoires dans le monde contemporain.

Si le nombre total des immigrés varie peu en France depuis une quinzaine d'années, leur concentration est beaucoup plus accusée et l'évolution des communautés ethno-culturelles concernées transforme sa perception. Naguère originaire du Sud européen latin et chrétien, elle est désormais l'expression vivante d'un Sud maghrébin et africain. Autrefois perçu comme un Eldorado colonial, le monde africain est désormais présent dans les ghettos urbains de notre société en crise.

Toutes les dimensions de la crise de notre société y cumulent leurs effets : crise de l'emploi, crise urbaine, crise de l'école, crise de la protection sociale, du logement, insécurité, drogue, etc.

En exploitant toutes les tensions de situations qui deviennent invivables au sens fort, l'extrême droite capte les réflexes de rejet au bénéfice d'une idéologie politique rétrograde, activant les pires pulsions de la xénophobie. Elle s'en défend avec cynisme, en évoquant l'intérêt des immigrés à « rester au pays », à défendre leur identité tandis que les Français défendraient leur "patrie" menacée dans son identité profonde. Le discours de la droite s'infléchit en ce sens, les choix gouvernementaux nourrissant eux-mêmes cette dérive générale qui a conduit hier V Giscard d'Estaing à évoquer les risques d'invasion, et Chirac les "odeurs"...

L'élaboration d'une réponse progressiste, de gauche, en prise sur les urgences accumulées et ouverte sur les solidarités et coopérations nouvelles qu'impose la solution des problèmes posés par l'immigration ne va évidemment pas de soi. Elle suscite des discussions qui se passionnent, à la mesure des difficultés rencontrées.

Ce débat est très important, au cœur des rassemblements qui se cherchent dans tous les milieux antiracistes a juste titre préoccupés par les risques de recul de civilisation qu'alimentent toutes les dérives racistes et xénophobes. Comment en irait-il autrement quand la situation s'aggrave comme aujourd'hui ?

Le P C F apporte sa contribution à partir de son souci humaniste primordial, afin de rassembler tous ceux qui aujourd'hui souffrent, Français et Immigrés, dans la diversité de deux situations et sensibilités, sans exclusive, pour promouvoir ensemble une autre politique

Il propose de faire prévaloir de nouvelles réponses, humaines et progressistes, vers une maîtrise nationale, démocratique et solidaire d'une politique de l'immigration ouverte sur la construction de nouveaux rapports entre les hommes et les peuples, en France, en Europe et dans le monde ; inséparablement. Pour arrêter l'exode de la misère en s'opposant clairement et sur le fond aux politiques d'exploitation des pressions migratoires au profit des stratégies capitalistes de pillage des ressources humaines.

Il rencontre dans cet effort les préoccupations de tous ceux qui sont conscients des ravages que peuvent créer dans les esprits la peur d'un monde où se multiplient les désastres humains. Attentives à faire reculer les égoïstes et les préjugés, soucieuses de l'« aide à toutes les détresses », les associations humanitaires, les Églises et organisations confessionnelles s'emploient à développer l'entraide et la solidarité, l'« accueil de l'étranger » pour reprendre le beau titre d'une campagne que viennent de lancer ensemble les communautés chrétiennes, protestantes et catholiques.

Le Parti communiste apporte à ce mouvement d'intervention solidaire et aux débats engagés sur le rapport entre immigration et racisme une expérience, une perspective de lutte et une démarche militante qui peuvent utilement contribuer à de nouvelles avancées à gauche.

Son combat général pour la justice, la dignité, la défense et la conquête des droits individuels et des garanties collectives se concrétise en interventions de ses militants, de ses élus, dans les quartiers et les entreprises, à partir des urgences de la vie, des problèmes concrets. Par leurs actes et leur comportement, les communistes ouvrent sans démagogie, avec le souci d'une solidarité vraie, le chemin de convergences de luttes susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives.

L'action favorise et valorise au-delà de ses résultats concrets, les attitudes de solidarités collectives dans l'affirmation de la dignité individuelle Elle éveille le sens des responsabilités dans la conquête des droits et la perception des devoirs de tous, dans le respect de l'autre.

L'antiracisme se conforte de cet engagement de terrain contre toutes les injustices. Il le nourrit de ses valeurs humanistes. Il incite à aller plus loin dans l'exploration de voies nouvelles.

Le P.C.F., dont le projet est tout à la fois celui de l'égalité, de la justice et de l'émancipation humaine, avance toute une série de propositions en matière sociale, démocratique et de solidarité. Chacune d'entre elles est par elle-même facteur de lutte contre les ségrégations. Il travaille à leur enrichissement et souhaite multiplier les contacts et les initiatives pour les préciser et les exprimer en actes. Il est disponible pour engager le plus large débat avec tous ceux qui luttent pour des réponses nouvelles, à travers des objectifs concrets de lutte, à la mesure des urgences, des besoins et des aspirations.

3. Intégration, nation, citoyenneté.

Porteur d'humanisme concret, le combat antiraciste est un révélateur extrêmement sensible des évolutions de notre société, des rapports de force, du contenu des choix politiques Dans toutes les périodes de mobilisation progressiste des forces populaires les discriminations racistes ont reculé dans la vie et dans la loi sous la poussée des idées libératrices Dans toutes les périodes de régression politique, la montée des idées conservatrices a favorisé les comportements racistes poussant à des régressions du droit.

En accordant le statut de citoyen aux juifs, la Révolution française a fait œuvre pionnière en Europe. La Révolution de 1848 abolit avec solennité l'esclavage. La Commune de Paris a montré, en ce domaine aussi, sa fulgurante capacité d'anticipation humaine par la place prise par les immigrés d'alors aux toutes premières responsabilités. En cristallisant un affrontement historique décisif sur le contenu, démocratique ou conservateur, de la toute Jeune IIIème République, l'affaire Dreyfus est devenue le symbole du lien entre le combat progressiste et l'antiracisme. La conception française du droit d'asile s'est formée dans ces exceptionnelles avancées. Elle fait prévaloir comme une exigence universelle la liberté d'opinion et offre la garantie de l'asile politique à toute personne persécutée pour ses convictions.

Le Front populaire et la Résistance ont uni en profondeur la nation démocratique et le mouvement ouvrier dans un combat antifasciste porteur de conquêtes sociales qui marquent encore les mémoires par leur audace et leur portée.

Aujourd'hui comme hier, antiracisme et mouvement populaire vont et iront de pair.

Enrichissant cet exceptionnel patrimoine qui donne à la France un rayonnement universel, notre pays s'est doté il y a tout juste vingt ans, à l'initiative du MRAP, d'une législation de pointe qui sanctionne le racisme comme un délit. Le P.C.F. s'honore d'avoir contribué à son enrichissement récent, avec la loi Gayssot adoptée en 1990. Il se propose d'œuvrer en ce sens dans l'élaboration d'un nouveau projet européen. Les lois anti-juives de Vichy marquent, à l'inverse, l'aboutissement honteux des politiques les plus rétrogrades d'abandon national et de régression conservatrices

avalisées avec lâcheté par les milieux dirigeants de la bourgeoisie et de l'appareil d'état soucieux avant tout de la préservation de l'ordre existant, fut-il celui de l'occupant nazi.

La résonance prise, à l'occasion du cinquantenaire de la rafle du Vel'd'hiv', par l'exigence de la reconnaissance de la responsabilité de l'État français est le signe positif d'une légitime inquiétude devant les régressions qui s'accumulent depuis quelques années sur le terrain sensible des droits démocratiques. En blanchissant Touvier la haute magistrature a confirmé, de manière provocation, un glissement plus général. L'arsenal juridique tend à dérapier dans le sens de la discrimination, sous la pression d'une droite plus agressive, comme le montre par exemple les pratiques persistantes de la "double peine".

C'est l'honneur d'une authentique démarche de gauche de lier dans un même mouvement la lutte contre l'antisémitisme et contre toutes les formes de discriminations, la bataille pour la vérité sur les crimes d'hier, ceux de Vichy ou des guerres coloniales, et le combat pour de nouvelles avancées progressistes, dans la vie et dans le droit, contre toutes les ségrégations d'aujourd'hui.

Unis par leur histoire, antiracisme et démocratie le sont dans ce qui est en jeu aujourd'hui en France. Quelle conception de la nation et de la citoyenneté faire prévaloir pour construire de nouvelles solidarités, juguler les exclusions, Intégrer sans uniformiser les diverses composantes de notre peuple ?

Avec l'espoir de progresser ultérieurement vers un élargissement de la citoyenneté locale aux étrangers résidents, sans discrimination d'origine géographique ou ethnique, nombre d'antiracistes ont cru trouver dans les dispositions du traité de Maastricht sur le vote des résidents Issus de la Communauté une ouverture positive, des lors que les notions de nationalité et de citoyenneté se trouvaient pour la première fois dissociées ?

Il s'agit tout au contraire d'une grave régression qui institutionnalise pour la première fois une discrimination entre étranger résidant en France Le verrouillage est d'autant plus grave que cette discrimination entre les Immigrés originaires de la Communauté européenne et les autres légitime avec toute l'autorité de la loi constitutionnelle les comportements ségrégatifs qui nourrissent les attitudes racistes Elle dresse de nouvelles barrières politiques et psychologiques à la légitime revendication du droit de vote des immigrés résidents aux élections locales.

Ce verrouillage est d'autant plus inquiétant qu'à la conception française de la citoyenneté, liée au "droit du sol", à la résidence, construite par acte de souveraineté nationale, s'oppose la vision allemande de la nationalité découlant du "droit du sang".

L'euro-racisme pourrait bien trouver là un terrain dont on connaît la dangereuse fertilité.

A l'inverse des acquis les plus avancés d'une conception de la souveraineté et de la citoyenneté inscrits dans l'exceptionnel patrimoine démocratique français, va-t-on ouvrir la porte aux conceptions d'espaces géographiques partagés par des "communautés" plus ou moins empiriquement définies par l'origine ethno-culturelle, régionale ou religieuse ? Avec tous les risques d'éclatement, de divisions, de mise en concurrence dont on voit les conséquences possibles si l'on se réfère par exemple à la situation des grandes agglomérations américaines.

Fondée sur le respect des individus et des liens qu'ils décident de nouer entre eux dans toutes formes de communautés ou d'associations, la citoyenneté française est un fondement d'égalité en droits et en devoirs. Plutôt que de fragiliser cet acquis progressiste, ne vaut-il mieux pas le consolider en facilitant la naturalisation ? Plutôt que d'accentuer les discriminations, ne vaut-il mieux pas combattre pour une intégration dans et par un nouvel essor de la démocratie dans toutes ses dimensions sociales, économiques, politiques et culturelles ?

C'est en avançant en ce sens que l'on évitera les déchirements sociaux qui menacent et les dérapages racistes qui s'y nourrissent. Il n'y a ni solutions toutes faites, ni modèles. Ce qui se passe à Los-Angeles, à Bristol ou à Rostock, le confirme. Parler d'intégration communautaire dans

une société toujours plus inégalitaire est moins que jamais une réponse.

La France dispose de sérieux atouts pour innover. Certains parlent de la crise des facteurs traditionnels d'intégration qu'ont été durant plus d'un demi-siècle l'entreprise et l'école. La crise du syndicalisme, le recul du parti communiste laisseraient un vide devenu champ de manœuvre de tous les intégrismes, de l'extrême droite aux islamistes. N'inversons pas les termes ! Il y a crise en France et le racisme s'y développe parce que les choix politiques opérés avant 1981, et malheureusement aussi depuis dix ans, ont déchiré le tissu social, creusé les inégalités, généralisé la précarité et enfoncé la société dans ce qui est désormais très largement perçu comme une impasse.

Le constat des conséquences pour toute la société de l'affaiblissement de l'influence communiste est à bien des égards un hommage a posteriori ! Effectivement, par leurs actes et à travers les valeurs dont ils favorisent le rayonnement, les communistes ont largement contribué à l'influence des idées de solidarité, de justices d'égalité qui ont façonné le patrimoine de la gauche. La montée et l'expression plus nette dans la toute dernière période d'aspirations généreuses en quête de perspectives sont un signe des mécontentements et des potentiels de changements et de rencontres solidaires qui peuvent porter loin.

Les contacts noués dans le combat contre la guerre du Golfe, dans les luttes antiracistes comme dans le débat sur le traité de Maastricht en témoignent. En rénovant sa démarche politique, le parti communiste ouvre un grand débat national, franchement, avec tous ceux qui s'inquiètent du devenir de notre société et cherchent comment construire un projet politique nouveau.

Respect de l'autre et dynamique de rassemblement.

1 L'antiracisme au cœur de l'engagement communiste.

Le combat contre tout ce qui opprime et oppose les hommes est constitutif de l'identité communiste, à travers tous les moments de son histoire, quels qu'en aient été les temps forts et les points faibles. Il est constitutif de l'acte fondateur du P.C.F. en 1920, dans le rejet de la guerre et des compromis avec les dirigeants qui avaient avalisé la boucherie humaine au nom d'un chauvinisme qui se prétendait patriote. Il est à la racine des motivations militantes de chaque communiste, dans la diversité des itinéraires et des sensibilités. Le refus de l'injustice, la générosité contre toutes formes d'égoïsmes, la combativité dans la recherche d'une solidarité efficace, donnent à l'activité communiste sa qualité chaleureuse et fraternelle qui inscrit dans le présent des luttes, la construction de nouveaux rapports humains.

Les communistes ont toujours été en première ligne pour affirmer l'égale dignité des êtres humains et leur solidarité dans le combat libérateur. Contre l'occupation de la Ruhr et la guerre du Rif dans les années 20, contre la montée du fascisme dans les années 30, dans la résistance comme dans les combats anticolonialistes. Symbole parmi tant d'autres symboles, l'Affiche Rouge chantée par Aragon.

Immigrés, Français, juifs, une même classe ouvrière, un même combat libérateur. L'idéal d'un communisme où "le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous" place dans leur perspective historique les aspirations émancipatrices formées dans le combat contre l'inacceptable quotidien dans notre société mutilée par le carcan des rapports de domination.

L'extrême sensibilité des communistes à toute forme de racisme ou de xénophobie ne s'est jamais démentie. Elle est constitutive de leur raison d'être. Toutes les tentatives - et elles n'ont pas manqué au fil des décennies - pour les prendre en défaut sur ce terrain ont buté sur cette constante. Tout récemment encore, analyses électorales, études d'opinions et sondages l'ont confirmé, les électeurs communistes sont les plus radicaux à combattre Le Pen et le Front national, les moins perméables aux discours de haine et d'exclusion. Il n'est pas une cité, pas une

entreprise, pas un quartier de France où se trouve un communiste qui ne le trouve présent pour réagir et agir contre toute manifestation de racisme. Les organisations communistes à tous niveaux, les élus, la presse communiste répondent toujours présents, apportant tous les soutiens possibles dans l'action contre toute forme de racisme.

Le P.C.F. est parfaitement conscient des effets de son affaiblissement. Conduit sur plus d'une décennie, son effort pour en analyser les causes l'ont conduit à un renouvellement majeur de toute sa remarche, de sa conception du combat pour transformer la société de son propre rôle pour rassembler et ouvrir une perspective.

Il a confirmé son choix communiste, au lendemain des écroulements de l'Est, comme expression de sa volonté d'agir pour libérer les potentiels d'humanité que contredit toujours plus le capitalisme. Il tire de l'analyse des contradictions de notre société en crise les traits constitutifs d'une transformation à la française construite par et pour la démocratie, par et pour le mouvement majoritaire du peuple, par et pour l'action solidaire avec tous ceux qui en Europe et dans le monde refusent de s'incliner devant la fatalité des dominations.

Il a tiré au clair le poids du handicap que fut l'empreinte stalinienne, et les retards pris à se dégager d'une vision du changement social conduit d'en haut, avec tous les risques de dérapages volontaristes et de tentation totalitaire. Il poursuit l'analyse du stalinisme et de l'échec soviétique. Il y trouve confirmation de son choix stratégique : mettre l'impératif démocratique et autogestionnaire au cœur de l'action révolutionnaire.

L'échec de ce qui fut le grand rêve de changement à gauche en France le conduit à une même conclusion, décisive pour l'avenir. Rien ne peut se programmer à l'avance ni se réaliser par délégation de pouvoir sans la mobilisation effective de la seule force capable de transformer le cours des choses : celle d'un mouvement populaire rassemblé et actif. L'expérience historique met en évidence la nécessité d'une tout autre conception de la politique, du projet, de la perspective.

La démarche politique du parti communiste, sa manière d'être, d'agir, d'unir s'en trouvent profondément changée.

Ce changement donne une réalité et une qualité nouvelles à son combat antiraciste de toujours. Tout récent, il a été élaboré dans une période lourde de difficultés multiples pour notre peuple et pour les communistes eux-mêmes, dans le contexte d'une dure lutte politique dans laquelle ses adversaires ne lut ont guère fait de cadeaux.

Le P.C.F. prend pleinement la mesure de tout ce qui lui reste à accomplir pour exprimer dans tous ses actes, à tous niveaux, cette remarche transformée.

Il s'en ouvre avec tous, dans un souci de débat et d'action pour avancer ensemble : la franchise et la confiance sont des valeurs fortes, particulièrement stimulantes pour tous ceux qui ont à cœur de contribuer à juguler cette gangrène qu'est le racisme .

2. Rassembler, dans une perspective nouvelle.

En travaillant à développer leur démarche politique nouvelle, les communistes vont, c'est leur souhait, à la rencontre des préoccupations et idées qui cheminent dans l'expérience récente de l'essor du mouvement antiraciste en France.

Ce mouvement prend désormais mieux la mesure des luttes nécessaires contre le cancer des exclusions sociales Ce progrès a fait rebondir le débat sur le contenu spécifique de l'action antiraciste. Il est devenu plus clair que la seule réponse "morale" ne suffit pas à enrayer l'impact des discours de ségrégation, quand ces derniers peuvent trouver un terreau social favorable. Ce qui ne réduit en rien les responsabilités spécifiques, par exemple, des milieux responsables des médias comme des acteurs de la vie scolaire dans la contestation des discours de ségrégation et

de haine. Mais les démonstrations rationnelles sur le non-sens scientifique des discriminations raciales pèsent peu face aux passions et aux préjugés, sans la montée en puissance d'un combat effectif contre les politiques inégalitaires qui dressent les hommes les uns contre les autres.

Composante d'un combat social tourné vers la lutte contre l'exploitation et toutes les exclusions, l'action antiraciste ne s'en sépare pas, tout en l'enrichissant de sa singularité. Elle est ainsi partie intégrante de nouvelles avancées progressistes en France.

Formation politique, affirmant clairement son ambition de changer la politique, le pouvoir, la société, le Parti communiste se veut pleinement acteur du mouvement antiraciste. Par la démarche qu'il propose, il peut contribuer à en élargir la diversité et à en favoriser le développement.

L'action ne se décrète ni dans ses formes, ni dans ses rythmes ni dans les contenus que les forces rassemblées dans l'action décident de donner à leur mouvement. Elle se construit dans la rencontre des refus et des aspirations, par la libre décision de tous ceux dont les motivations convergent à un moment donné.

Ces motivations sont diverses, complexes. Les communistes ont à cœur d'être utiles pour libérer tous ces potentiels de combativité, en formulant des objectifs de lutte en éclairant le bien-fondé des revendications et aspirations, en insistant sur ce qui, à un moment donné, peut favoriser les plus larges convergences.

Le respect de l'autre est la condition de toute dynamique progressiste.

Ce respect suppose la franchise dans l'expression de diversités voire de désaccords qui peuvent venir de loin et porter loin. Il appelle la pleine expression de l'identité de chacun dans un pluralisme stimulant. Il incite à accorder la primauté à la mise en mouvement du plus grand nombre, avec le concours de toutes les forces qui s'inscrivent dans ce mouvement. Il permet de faire avancer une conception de la politique ancrée dans ce mouvement, et non dans la recherche préalable d'accords ou cartels figurant les contours de stratégies d'alliances qui utiliseraient le mouvement antiraciste au lieu de chercher comment être utile à son développement, dans le respect d'un pluralisme positif qui permet à chaque formation de reposer sa personnalité et ses atouts.

A contrario des "recompositions" qui cherchent à conserver les choix présents dans leurs contenus essentiels, une démarche démocratique tournée vers la recherche d'une alternative nouvelle est plus que jamais à l'ordre du jour.

En s'attachant à développer le débat en ce sens, le parti communiste est attentif aux évolutions propres des milieux et organisations antiracistes. Nombre de ses militants, particulièrement sensibles à la cause antiraciste y jouent un rôle important, respectueux de la vocation propre de ces associations, de leur vie démocratique.

La primauté désormais accordée à l'essor d'un mouvement populaire riche de la diversité de ses composantes conduit le P.C.F. à mieux percevoir l'importance de ce tissu associatif dans lequel s'entrecroisent les générosités et se forment les consciences. Attaché au pluralisme, il entretient des relations stimulantes avec ces associations, dans la clarté des échanges et la fraternité forgée dans la motivation antiraciste commune. Il se propose de les développer, au niveau national comme au plan départemental et local.

Formation antiraciste à part entière, le P.C.F. sera d'autant plus utile au développement des luttes antiracistes en France qu'il renforcera sa propre influence politique. Il s'efforce d'améliorer, en la renforçant sur tous les terrains, son intervention politique comme son engagement concret dans la grande cause de l'antiracisme par ses actes, et à travers les débats auxquels il invite tous ceux qui ont au cœur le combat antiraciste.

Toutes les propositions, toutes les dispositions du programme des communistes sont d'un apport direct à l'action contre toutes les discriminations. Toutes les mesures proposées ont une portée antiraciste directe. Par leur contenu social et démocratique. Par les valeurs humaines qu'elles expriment. Par la promotion de solidarités nouées dans l'action. Par le respect de l'autre qui se fortifie dans la confrontation des vues sur l'avenir.

Le combat pour l'emploi, le logement social, la santé, la formation, le pouvoir d'achat est, inséparablement, combat contre l'injustice et l'exclusion. Chaque progrès démocratique conquis de haute lutte y concourt droits et libertés dans l'entreprise, autonomie communale et nouvelle citoyenneté locale, pluralisme effectif des grands médias.

L'engagement résolu dans la définition concrète d'un nouvel ordre économique mondial et d'un nouveau projet européen manifeste l'importance cruciale de la solidarité internationale dans la contestation des rapport de domination qui divisent les hommes.

Partie prenante au quotidien de tout ce qui peut contribuer au recul des comportements racistes le P.C.F. entend participer aux efforts spécifiques de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion contre toutes formes de racisme. Sa presse, ses élus, ses militants y contribuent avec cœur et détermination. La journée mondiale contre le racisme du 21 mai peut et doit devenir le moment de ces grands actes collectifs qui marquent de leur empreinte le sens d'une action poursuivie dans la durée. Le P.C.F. propose qu'à cette occasion, l'audiovisuel de service public, l'éducation nationale, les administrations, les entreprises du secteur public et nationalisé, les collectivités locales multiplient, selon leur spécificités, les prises d'initiatives qui permettront de donner le ton en élevant le combat antiraciste à la hauteur d'une grande cause nationale.

Ouvert à toutes réflexions et remarques, ce document se propose d'y contribuer, pour avancer.